



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LE DIALOGUE NATIONAL AU CAMEROUN : LIMITES ET PERSPECTIVES POUR UNE SORTIE DE CRISE

Par : *Sidonie Noël Wilwert-Bela,*

Avocate au barreau de Luxembourg, l'auteure prépare un Master en Médiation à l'Université de Luxembourg.

Résumé

Jamais la société camerounaise ne s'est trouvée aussi facturée, au fil du temps la tension monte, plus un jour ne passe sans qu'il y ait des morts survenus des violences et de l'insécurité grandissante dans le pays. La somme des crises socio-politiques existantes conduit le Cameroun au bord d'une véritable guerre civile. L'heure est grave, et mérite une attention particulière pour éviter l'escalade. Au regard de la situation, le présent article ambitionne de questionner la quintessence du Grand Dialogue National qui s'est tenu au Cameroun du 30 septembre au 4 octobre 2019. Se basant sur des faits historiques, l'auteure décèle les dynamiques socio-politiques et le contexte international ayant suscité la convocation à cette grand-messe. Cette analyse vise par ailleurs à mettre en exergue les limites et les défaillances structurelles de la mise en scène de cette rencontre. En s'appuyant sur un corpus théorique et sur des expériences comparatives nous apporterons des éléments pouvant améliorer l'efficacité d'un dialogue national. La solution militaire ayant montré ses limites nous préconisons une des stratégies plutôt politiques partant, un dialogue national inclusif et participatif aux préalables d'un consensus général pourrait permettre une réelle sortie d'impasse. Néanmoins, cet idéal ne serait rendu possible sans le précieux concours des experts internationaux au travers de la négociation et de la médiation.

Contexte

Cette note d'opinion intervient dans un contexte socio-politique très tendu, marqué par une insécurité grandissante sur toute l'étendue du territoire en général et particulièrement dans les régions de l'extrême-nord qui demeurent toujours sous les menaces de la nébuleuse de boko-haram et des massacres dans régions dites anglophones. Par ailleurs, des revendications ethno-communautaires et la continuité de la crise post-électorale qui dure depuis la présidentielle de 2018. Le gouvernement camerounais pour endiguer la crise souffle le chaud et le froid, naviguant entre dialogue à peine ouvert et répression armée. Malgré la tenue d'un Grand Dialogue National, les massacres, les viols et les exécutions sommaires ne cessent de se perpétrer dans les deux régions. Les deux camps se rejetant le tort sous cette tension, une autre élection se prépare pour 6 décembre 2020, il s'agit de l'élection des conseillers régionaux pour laquelle le leader de l'opposition Maurice Kamto a lancé un mot d'ordre de boycott et est assigné de fait à résidence. Le président français, Emmanuel Macron vient de s'exprimer à ce sujet pour inviter son homologue camerounais à plus d'ouverture et au renouvellement de la classe politique afin de pacifier le pays.

Idées majeures

L'inefficacité des dialogues nationaux au Cameroun trouve sa source dans la volonté

du régime politique de se perpétuer tout en assurant aux différentes classes sociales des mutations contrôlées. Il s'en suit des tractations entre acteurs du dialogue qui lèsent les populations et leurs principales revendications. L'échec du Grand Dialogue National est le fait d'une impréparation et de l'exclusion des débats de la problématique sur la forme de l'Etat (décentralisation-fédéralisme) et alternance au pouvoir. Une négociation et une médiation entre les différents acteurs devraient intégrer le dépassement de la question sur la forme de l'Etat pour questionner celle de la source du pouvoir et la répartition des richesses. En cela le fédéralisme communautaire semble être le mieux adapté au contexte camerounais.

1. Problématique

Les décideurs camerounais pourraient-ils céder à l'implication des acteurs extérieurs dans le processus de paix et de réconciliation?

La France qui aurait joué un rôle trouble à la conférence de Fouban serait-elle crédible à jouer les médiateurs au Cameroun ?

Mots clefs

Dialogue national, décentralisation, fédéralisme, négociation médiation.

Introduction

Dans le cadre de l'insurrection d'une partie des populations constituées en groupes armés dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, l'Etat camerounais souffle le chaud et le froid. Dans cette crise, le gouvernement a privilégié une « stratégie bipolaire »¹ réprimant d'une part les groupes armés et en initiant un dialogue avec les forces vives de la nation tout en engageant des réformes politiques et socio-économiques pour les deux régions d'autre part. Mais force est de constater que la crise perdure et s'enlise faisant à ce jour des centaines de morts tant militaires que civils, des milliers de déplacés et une profonde déstructuration du tissu socio-économique des deux régions². Comment comprendre l'échec des politiques engagées par l'Etat dans le cadre de la résolution de ce qui était jadis considéré comme la simple « question anglophone ». Comment est-on passé de la simple question à la désormais crise anglophone ? Quelles lectures peut-on faire des différents dialogues entrepris dans le cadre de la problématique anglophone ? Quelles solutions pour pallier aux différentes insuffisances des dialogues nationaux ? Quel

¹ Selon la terminologie de l'historien militaire Hans Delbruck citée par Bill BENTLEY in « Clausewitz : guerre, stratégie et victoire – Réflexion sur l'article du brigadier-général Carignan », volume 17, numéro 2. La notion désigne une guerre menée sur deux pôles, le pôle du combat et le pôle du non-combat, dans le but d'atteindre des objectifs limités. Dans le pôle du combat, on trouve les combats clausewitziens, c'est-à-dire la lutte armée. Dans le pôle du non-combat,

les adversaires s'engagent dans des activités simultanées comprenant des sanctions diplomatiques, économiques et autres, des pauses plus ou moins longues, le maintien de la paix, des opérations d'information.

² Consulté le rapport d'Amnesty International « Une tournure tragique : Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun », 2017.

crédit accordé à la voie de la médiation dans cette crise ?

Les raisons politiques de l'échec du dialogue national

La crise actuelle serait justifiée par l'impertinence des politiques de dialogues inclusifs menés depuis 1961 par les différents régimes afin d'intégrer les deux régions dites « anglophones » comme une partie à part entière du Cameroun. L'échec de ses politiques d'intégration se caractérise par le dialogue de sourd qu'entretiennent les autorités de Yaoundé et les populations « anglophones ». A l'origine de ces dialogues infructueux, il y'a deux visions politiques qui s'opposent non seulement sur la forme de l'Etat mais aussi sur les conditions d'intégration du « southern Camerouns » à la République du Cameroun.

Pour les régimes postcoloniaux qui se succèdent au Cameroun la ligne directrice a toujours été ni plus ni moins l'assimilation à long terme de la partie anglophone dans le grand Cameroun francophone. Le fédéralisme³ n'étant donc qu'une étape vers cet objectif. Pour ces régimes (Ahidjo et Biya) l'enjeu de cette assimilation est double. Il s'agit sur un plan politique de constituer une nation homogène soumise à un seul pouvoir centralisé. Sur un plan géopolitique, les

régions de par leurs atouts stratégiques et miniers constituent un potentiel important dans l'émergence du jeune Etat. Pour le colon français qui s'en va il s'agit d'étendre sa zone d'influence culturelle et stratégique face au grand voisin nigérian du colon britannique. Cette convergence d'enjeux entre le colon français et les régimes postcoloniaux au Cameroun contribue de facto à mettre les revendications « anglophones » en minorité et par là à biaiser la tenue d'un dialogue sincère et pouvant aboutir à une meilleure prise en compte des spécificités des parties anglophones.

Pour la partie anglophone il a toujours été question dans ce deal de conserver non seulement son legs colonial à la fois culturel, politique et social. Mais aussi, une autogestion de son patrimoine. C'est la conséquence de ces conditions qui constituera dans un premier temps la mise sur pied d'un Etat fédéral entre juillet 1961 et le 20 mai 1972 date de la réunification.

Pour peu que l'on prenne en compte l'analyse de ces deux visions diamétralement opposées, il est clair que les deux parties se livrent à un jeu de dupe. Du moins, pour les caciques du régime de Yaoundé, il n'y a pas lieu d'évoquer un quelconque « problème anglophone ».

³ Au sujet de l'État fédéral, voir, par exemple, W.R. Johnson, *The Cameroon Federation : Political Integration in a Fragmentary State*, Princeton, Princeton University Press, 1970 ; V.T. Le Vine, *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca, Cornell

University Press, 1971 ; et J. Benjamin, *Les Camerounais occidentaux : la minorité dans un Etat bicommunautaire*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972.

Face à la dégradation actuelle de la crise, le dialogue reste certes la clé de voute du « problème anglophone », mais à quelles conditions peut-on s'interroger. Au travers d'une analyse historique, nous retraçons ici les facteurs ayant contribué à l'échec des dialogues nationaux initiés et apportons des éléments correctifs pouvant aboutir à un dialogue fructueux. En plus du dialogue plusieurs initiatives peuvent être envisagées pour résoudre cette crise. L'une d'elle est la médiation. Malgré plusieurs réticences du pouvoir de Yaoundé à impliquer une partie tierce, face à la mondialisation et à l'interventionnisme des grandes puissances la voie de la médiation doit être prise en compte ou du moins étudié. Au travers d'une étude comparative, nous jetons ici les bases d'une médiation réussie en contexte camerounais.

Les facteurs d'un dialogue biaisé : entre rupture et continuité.

Le vent de démocratie et de liberté qui souffle au lendemain de la chute du mur de Berlin en 1984 n'épargnera pas l'Afrique. Face aux dictatures installées au lendemain des indépendances dans plusieurs pays africains, la grogne populaire monte revendiquant plus de liberté et de démocratie. C'est dans ce contexte que plusieurs Etats africains poussés à la fois par les populations et la pression internationale mettrons sur pied

des plateformes de dialogue politique libre destinées à rendre le jeu politique dans ses différents pays plus inclusif. Ce qu'on appela alors « conférences nationales » aboutiront à de grands bouleversements et souvent à des chutes de régimes, dans plusieurs Etats la transition est faite du monopartisme au multipartisme.

Au Cameroun ce vent de liberté a aussi soufflé. Après son indépendance obtenu le 1^{er} janvier 1960 pour ce qui est de la partie sous tutelle française et sa réunification à la partie britannique le 1^{er} octobre 1961, le Cameroun héritera d'un régime autoritaire et monopartite⁴. La crise de succession politique entre les régimes AHIDJO et BIYA (1983-1984) et les récriminations internes liées à la libéralisation du jeu politique rendront le gouvernement encore plus radical. Face aux revendications populaires, visant à aboutir à une démocratie pluraliste, le gouvernement camerounais a d'abord joué la carte de l'autoritarisme en réprimant toute initiative politique avant d'apaiser la situation en invitant les différentes parties à une table de dialogue. Toutefois, si la volonté manifeste du régime est celle d'aboutir au multipartisme, il est surtout question de conserver sa domination sur l'échiquier politique national. Il n'est donc pas envisageable de recourir à un dialogue ouvert et inclusif sous la forme d'une

⁴ Voir A. Mbembe, « Traditions de l'autoritarisme et problème de gouvernement en Afrique Sub-saharienne », in *Afrique et développement*, XVII (1), 1992, pp. 37-64.

« conférence nationale ». Pour le régime en place, il s'agit de mettre sur pied une stratégie de transition qui vise à la fois à domestiquer les contestations et à imposer des « *normes de formulation et d'accomplissement de ses revendications propres à garantir la continuité politique* »⁵. A la place d'une « conférence nationale » se voulant libre, les autorités de Yaoundé ont opté pour un format plus calibré prenant soin de choisir les acteurs et les sujets à débattre dans ce qu'on appellera alors « la Tripartite ».

La Tripartite qui s'est tenue à Yaoundé, du 30 octobre au 18 novembre 1991 entre Gouvernement, partis politiques et société civile avait pour objectif de répondre aux aspirations des différents groupes politiques et aux problèmes liés à l'organisation et à la gestion de l'Etat. La tripartite a abouti à une division de la classe politique de l'opposition et le régime s'en est sorti plus revigoré confortant ainsi la fin certes du monopole politique mais aussi et surtout le maintien du système de domination⁶. Les conséquences de cette parodie de dialogue courent jusqu'aujourd'hui et impactent toujours le jeune Etat camerounais.

La tripartite, comme la conférence de Fouban et plus récemment encore le Grand

Dialogue National font partie intégrante d'une politique de dialogue initiée par les régimes postcoloniaux dans le but de désamorcer de potentiels soulèvements populaires et endiguer les schismes dans une jeune nation camerounaise bien trop hétérogène. Cependant, si ces politiques de dialogue nationale ont jusqu'ici su contenir la problématique ethnique et celle religieuse, la problématique linguistique hérité de la double mise sous tutelle franco-britannique n'a jamais porté de bons fruits. La crise violente qui sévit dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest depuis octobre 2016 est la résultante d'un échec des dialogues engagés depuis 1961. Au travers du Grand Dialogue Nationale camerounais, nous étayons une analyse théorique du dialogue nationale en mettant en évidence les facteurs de son échec.

Le dialogue national à l'épreuve de la théorie et de la pratique

Selon Berghof Foundation, le dialogue national peut être défini comme « *un processus politique géré au niveau national. Il vise à générer un consensus au sein d'une large gamme d'acteurs nationaux en cas de grave crise politique, après un conflit ou lors d'une transition politique importante* »⁷. Cette définition somme toute consensuelle

⁵ L. Sindjoun, « Cameroun : le système politique face aux enjeux de la transition démocratique (1990-1993) », in *Afrique politique*, 1994, Paris, Karthala, pp. 143-144.

⁶ Voir à ce sujet V. NDI Mbarga, *Ruptures et continuité au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 166-168.

⁷ Berghof Foundation Operations GmbH, *Manuel de dialogue national. Guide à l'attention des praticiens*, Septembre 2017.

cache cependant une subtilité. Le dialogue national peut très bien servir à susciter un changement, mais peut aussi être perverti afin de maintenir un *statut quo*⁸ à des fins de pérennité politique. D'où l'intérêt à étudier le GDN à la lumière des canaux théoriques envisagés par *Berghof Foundation* en vue d'un processus de dialogue national plus efficient.

Le Grand Dialogue National s'est tenu à Yaoundé du 30 septembre au 04 octobre 2020 suite à sa convocation par le Chef d'Etat camerounais Paul Biya le 10 septembre. Le contexte socio-politique de cette convocation est marquée par deux faits. D'abord l'instabilité sociale due à une crise post-électorale qui durent depuis 2018. Ensuite, et plus urgent la crise anglophone qui dure depuis 1961 est depuis 2016 passée dans une phase conflictuelle impliquant des groupes armés séparatistes. Autant dire, que la situation est délicate pour le régime car derrière toute cette situation c'est la remise en cause du régime qui occupe les esprits et comme en 1990 le slogan « *Biya must go !!!* » réapparaît. Fidèle à sa politique d'endiguement et de perpétuation, le régime à une fois de plus fait recours au dialogue national. Mais cette fois si, même le qualificatif « Grand » n'aura pas eu raison des contestations anglophones. Qu'est ce qui peut donc expliquer qu'à la suite du GDN les

esprits ne soient pas apaisés comme lors de la conférence de Fouban ou de la Tripartite ?

Concernant le grand le GDN, le contexte est différent, il existe un phénomène nouveau celui de l'alternance au pouvoir comme l'a relevé un ami du chef de l'Etat le sultan Mbombo Njoya à l'ouverture du grand dialogue national : « ...dans ce contexte, je pense qu'au-delà des problèmes qui se présentent à nous aujourd'hui, les camerounais souhaitent dans leur grande majorité, l'alternance. »⁹ En effet, après 37 ans au pouvoir, le régime de Yaoundé est arrivé épuisement et ne peut plus rien offrir aux camerounais. Pendant que le gouvernement souhaite enfin appliquer la constitution de 1996, la partie anglophone demande une réforme structurelle profonde de l'Etat car pour les modérés, il s'agit de retourner à un Etat fédéral, tandis que pour les plus radicaux, il s'agit d'une autonomie totale et sans concession des régions anglophones (cessessions). Que pouvait-on attendre d'un dialogue qui n'a pas débattu sur réelles les revendications ! Entre ces deux visions diamétralement opposées la tenue d'un dialogue national fusse-t-il « *Grand* », portait dans sa préparation, son processus et sa mise en œuvre les germes de son propre échec.

Dans sa phase préparatoire GDN s'est heurté à plusieurs défaillances toutes liées à la volonté manifeste du régime de garder la main

⁸ Ibid.

⁹ Discours du siultan Mbom Njoya le 30 septembre 2019

mise sur l'issue du dialogue. En ce qui concerne les racines du conflit, la question centrale sur la forme de l'Etat a été exclue. De plus dans son invite à la tenue d'un GDN le 10 septembre 2019, le Président Biya a indiqué que l'objectif du dit dialogue était « *dans le cadre de notre constitution, à examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-ouest et du Sud-ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation* »¹⁰. Cette déclaration du Président excluait de fait que l'on puisse revenir tout au long du dialogue sur la forme de l'Etat pourtant pointée par la partie anglophone comme la principale barrière à la gestion autonome de leurs affaires. Bien plus, le fait d'associer dans ce dialogue les problèmes liés « *aux autres composantes de la nation* » a pour ainsi dire noyé la principale source du conflit anglophone dans un vaste étang d'intérêts politiques complexes et même égoïstes.

Par ailleurs, la préparation du GDN n'a pas suffisamment pris en compte le choix de la négociation avec les acteurs pour un dialogue plus inclusif. Au regard des faits qui se sont produits au Cameroun, avant la convocation du grand dialogue national, les négociations n'ont pas été menées de façons efficaces. Après trois années de fortes tensions, le pouvoir de Yaoundé aurait dû

prendre des dispositions pour engager des discussions avec les leaders politiques des différents groupes armés pendant une période beaucoup plus longue à l'exemple du Soudan où la phase de préparation a mis plus d'un an (avril 2014-août 2015 ce qui fut également le cas de la République Centrafricaine. En espèce, la phase de préparation s'est limitée à des audiences tenues pendant 20 jours par le Premier Ministre dans ses bureaux avec des acteurs n'ayant pas un réel pouvoir de décision. Cette préparation un laps de temps et pour une courte durée n'aurait certainement pas pu susciter l'adhésion massive des populations encore moins celle des leaders séparatistes. En outre, le fait par exemple d'écarter du dialogue les leaders anglophones connus à date notamment AYUK Tabe et compagnie pour privilégier plutôt l'Amnesty des combattants séparatistes qui se rendraient s'est révélé à une erreur stratégique. En réalité, l'organisation d'un tel dialogue national sans protagonistes ressemble à un monologue *que* nous pouvons qualifier avec Cynthia Petrich de « *dialogues sans partenaires* »¹¹. En somme, plusieurs paramètres dans cette phase préparatoire ont été négligés et ont substantiellement impacté de façon négative à la fois le processus de dialogue en lui-même et la mise en œuvre de ses résolutions.

¹⁰ Extrait du discours du président Paul BIYA à la nation en date du 10 septembre 2019.

¹¹ Cynthia PETRICH, « Le conflit anglophone au Cameroun, un dialogue sans

partenaire », in *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2019.

Par ailleurs, ce dialogue a manqué de légitimité aux yeux de nombreux camerounais du fait de la remarquable absence du Président de la République. En effet, le dialogue était présidé par le Premier Ministre John Ngute, personnalité certes appréciée mais peu crédible pour un sujet aussi délicat du fait de sa jeune expérience.

Les résultats du GDN sont mitigés en ce qui concerne la crise anglophone et leur mise en œuvre l'est encore plus. Un an après le dialogue la principale résolution qui consacrait des statuts spéciaux aux deux régions en crise manque de lisibilité. Derrière le statut spécial il y'a tout simplement la mise en œuvre de la décentralisation tel que régit par la constitution de 1996 ce qui n'apporte donc aucune nouveauté.

La tenue du grand dialogue national n'aura ni su gérer la crise anglophone ni provoquer un réel changement dans les institutions camerounaises. L'échec de ce dialogue trouve sa raison principale dans la volonté du régime de trouver par un dialogue national un palliatif aux crises tout en se perpétuant. Cette stratégie de pseudo rupture et de continuité biaise pour ainsi dire la portée d'un mécanisme comme le dialogue national. Mais comment organiser un dialogue national qui puisse à la fois résorber la crise

anglophone et mettre sur pied les conditions stabilité politique et sociale au Cameroun ?

Pour une restructuration du dialogue national

Des massacres de Ngabuh du 14 février 2020 à celles des écoliers de Kumba le 24 octobre 2020, on assiste à une recrudescence des violences qui illustrent à suffisance l'échec du grand dialogue national qui pourrait exprimer la radicalisation encore plus accrue des séparatistes. En effet, des intimidations tels que l'assaut lancé par l'armée : « opération Bamenda clean » a produit un effet contraire à ses attentes. Il est impératif de repenser le dialogue national et les dynamiques de sa restructuration.

Pour arriver à un dialogue national efficient au Cameroun, il faudrait au préalable se poser les bonnes questions. Cela revient à faire une analyse froide des causes du conflit. Tout est partie des incongruités de la conférence de Foumban. A l'origine, il y'a une conférence celle de Foumban qui réunit dans un même Etat deux territoires administrés l'un par la France et l'autre par la Grande Bretagne selon les accords internationaux de la fin de la première guerre mondiale¹². Le deal passé entre les deux territoires lors de cette conférence est le fédéralisme. Mais par la suite les événements aboutiront à une complète assimilation de la

¹² Ces accords impliquaient une mise sous tutelle par la SDN de tous les territoires qui étaient considérés comme appartenant aux allemands en faveur des vainqueurs de la grande guerre. Le Cameroun a été mis

sous tutelle puis confié à la France et à la Grande Bretagne occupant respectivement 70% et 30% du territoire de ce qui était jusque-là le Kamerun allemand.

partie anglophone dans la partie francophone. Les anglophones souhaitent un retour au fédéralisme, le régime de Yaoundé est très hostile à cette modification de la forme de l'Etat. Décentralisation et fédéralisme que se cache-t-il à l'intérieur de ces deux notions ?

La forme de l'Etat : entre décentralisation effective et fédéralisme

Pour ce qui est de la forme de l'Etat et de sa gouvernance, la loi fondamentale de 1996 définit la République du Cameroun comme un « Etat unitaire décentralisé ». Pourtant dans les faits, l'Etat camerounais est fortement centralisé. Il n'est pas d'ailleurs étonnant que ce soit à la suite du GDN qu'est adopté la loi portant code de la décentralisation c'est-à-dire 23 ans après l'adoption de la constitution en vigueur. Pour les anglophones parler de décentralisation aujourd'hui est une notion obsolète. Lors de l'élection présidentielle de 2018, plusieurs candidats déploraient déjà le mode de gouvernance de l'Etat et en appelaient au fédéralisme. C'est le cas du candidat issu des régions anglophones l'honorable Joshua Osih(SDF) pour qui : *« Il faut en finir avec l'hypercentralisation actuelle de l'Etat, et faire en sorte que le pouvoir revienne au peuple. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra commencer véritablement le développement de notre pays. Cela passe absolument par le*

*fédéralisme, car la décentralisation telle que nous l'avons aujourd'hui est un fédéralisme contrôlé par l'Etat central. Or, le fédéralisme que j'appelle de mes vœux, lui, sera contrôlé par les populations »*¹³. Il était rejoint dans cette idée d'un « fédéralisme contrôlé par les populations » par le jeune candidat Cabral LIBII qui lors de ladite présidentielle a battu campagne en faveur du « fédéralisme communautaire ». Face à cette mobilisation tous azimut en faveur du fédéralisme, force est de constater que le régime en place oppose une fin de non-recevoir. C'est à se demander quelles raisons motivent le refus d'un retour au fédéralisme.

La réticence du régime de Yaoundé à l'idée du fédéralisme n'est pas anodine et cache un malaise profond quant à la nécessité pour le régime de conserver le pouvoir. La décentralisation et le fédéralisme à des degrés divers amenuisent le pouvoir central et les dynamiques d'hypercentralisation. C'est le juriste autrichien Hans Kelsen qui fut le premier à poser la question de savoir s'il s'agit d'une différence de degré ou de nature entre fédéralisme et décentralisation. Pour O. CAMY« *le passage au fédéralisme est considéré comme une menace dans la vieille Europe qui préfère organiser officiellement d'une part, c'est abandonner le socle de l'Etat unitaire qui a été inventé par l'Europe (11e siècle/16e siècle) au profit d'un système à l'américaine (le fédéralisme a été inventé par*

¹³ Déclaration faite dans les colonnes de *Jeune Afrique* en date du 28 septembre 2018.

les États-Unis en 1787) ; d'autre part , c'est prendre le risque d'exacerber des identités culturelles et linguistiques dont on a peur qu'elles débouchent sur une ethnisation de l'État et finalement son éclatement (exemple de l'ex-Yougoslavie) ».

Fondé sur un modèle jacobin donc hyper centralisé à l'image des Etats européens d'alors, les jeunes Etats africains qui naissent dans les années 1960 sont bâtis sur des principes autoritaristes et centralisés. Pour le Cameroun, la crainte est de voir émerger des groupuscules revendiquant une autonomie au nom de leur appartenance linguistique, ethnique ou communautaire. Le retour au fédéralisme consacrerait pour le régime de Yaoundé un retour à l'exacerbation des revendications communautaire et donc à une instabilité politique. Mais comment donc à l'heure actuelle concilier à la fois les demandes d'autogestion locale et la survie du régime en place. La décentralisation semble être un palliatif. Mais quid de sa mise en œuvre ?

Pourtant l'autonomie prévue dans le code de décentralisation est tellement poussée que si elle venait à être effective elle se rapprocherait à un système fédéral mais comment convaincre ?

C'est aux décideurs de trouver la bonne stratégie à adopter pour ramener l'autre partie à la table des discussions. Au-delà de l'opposition entre fédéralisme et décentralisation, les problèmes latents de la

tripartite persistent. Il s'agit notamment de l'organisation de la vie politique et surtout d'une réforme code électoral censé garantir plus de transparence et aboutir à un renouvellement de la classe dirigeante. Les revendications et manifestations menées par Maurice Kamto, candidat malheureux à l'élection présidentielle sont assez illustratives de cette fracture au sein de la société camerounaise. Aujourd'hui comme hier le dialogue est mené par les mêmes acteurs ce qui atténue son efficacité compte tenue des différents deals qui régissent les différentes élites politiques du pays et une société civile bâillonnée.

Au-delà de l'opposition entre les fédéralistes et les tenants d'un Etat unitaire il y'a la décentralisation qui si elle est mise en pratique peut au mieux concilier les deux camps sinon constituer une étape significative vers une sortie de crise. Un dialogue en l'heure devrait donc se pencher non plus strictement sur la forme de l'Etat mais sur les conditions d'une décentralisation effective impliquant les populations dans la gestion des affaires locales. Toutefois, la réussite de tout dialogue réside dans la bonne foi des parties à trouver une solution à leur conflit. Cela est la chose la plus difficile vu la radicalisation des différentes parties. D'où la nécessité de recourir au préalable à d'autres procédés tels la médiation.

Quels processus pour une sortie de crise ?

Pour une meilleure gestion des conflits, chaque mécanisme doit être étudié et choisi selon la complexité du problème. Toutefois, un conflit peut faire recours à plusieurs mécanismes encore faut-il savoir les agencer pour un résultat efficace. La crise anglophone perdure pour plusieurs raisons, l'une d'elle est la méfiance et de fait la rupture d'un dialogue franc entre les différentes parties. C'est ce qui aurait fait échouer la phase préparatoire du GDN. La médiation pourrait résoudre ce problème. La médiation est un mode alternatif de prévention et de règlement de conflits. Il est d'ailleurs souvent très vite assimilé à tort au dialogue national ou à la négociation. Pour I. William ZARTMAN et Saadia TOUVAL, la médiation est « *l'intervention d'un tiers dans un conflit avec l'objectif affiché de contribuer à sa réduction ou sa résolution au moyen de la négociation* »¹⁴. Il n'est pas superflu de rappeler ici que le rôle du médiateur n'est pas de trouver des solutions au conflit mais de permettre une restauration du dialogue, c'est aux médiés que revient le rôle actif de trouver la solution à leur conflit. Reste encore à répondre à la question de critères de choix du médiateur.

Le 20 novembre 2020, dans les colonnes du journal panafricain Jeune Afrique

économique la président français Emmanuel macron s'est exprimé au sujet de la situation du Cameroun faisant une fois de plus des injonctions au président Paul Biya. Cette déclaration a suscité beaucoup de réactions des intellectuels africains notamment l'historien politologue camerounais Achille Mbembe : « Emmanuel Macron a-t-il mesuré la perte d'influence de la France en Afrique ? »¹⁵. L'opinion de cet auteur est certes partagé mais il n'en demeure pas moins que le président camerounais c'était lui-même déclaré élève des français et que la France garde encore une main mise dans les affaires du Cameroun en guise d'illustration, la sortie de prison du professeur Maurice kamto en 2019 aurait été ordonnée par la France. Néanmoins, la méfiance à l'égard du tiers peut s'entendre dans le cas où celui-ci ne présenterait pas des garanties suffisantes d'impartialité. De notre avis, la méfiance à l'égard des anciennes puissances coloniales de jouer le rôle de médiateur au Cameroun peut être justifiée. Cependant, compte tenu du degré de radicalisation des positions, l'intervention des experts internationaux semblent nécessaire.

Recommandations : vers un nouveau dialogue ?

L'importance de s'assurer de l'appropriation du processus du dialogue

¹⁴ V. I. William ZARTMAN et Saadia TOUVAL, « International mediation : Conflite Resolution and Power Politics », in Journal of Social Issues, Vol. 41, N° 2, 1985, pp. 27-45, cité par Milena DIECKOFF, La

médiation internationale dans la résolution des conflits : un regard théorique, janvier 2011.

¹⁵ Déclaration faite dans les colonnes de Jeune Afrique en date du 27 novembre 2020

national ne doit pas occulter la réalité de la situation sur le terrain car les citoyens sont durement touchés par cette guerre qui dure depuis quatre années déjà. Après plusieurs tentatives, il serait illusoire d'imaginer que les camerounais pourraient arriver à restaurer le dialogue sans l'intervention des tiers extérieurs. L'importance des experts qualifiés serait de faire renaître la confiance et de renforcer les capacités des acteurs du dialogue national par le biais de la formation. Il revient aux décideurs camerounais d'entreprendre des initiatives dans ce sens.

Le Cameroun faisant parti du concert des nations ne saurait demeurer dans l'indifférence de la communauté internationale.

La tenue d'un prochain dialogue devra être précédée d'une mesure de cessez-le-feu, une amnistie en faveur des prisonniers de la crise anglophone et les membres de partis d'opposition tous détenus dans des prisons, à l'exemple de ce qu'a fait le chef de l'État au Soudan en 2015.

La mise en œuvre du prochain dialogue devra impliquer les véritables détenteurs du pouvoir en tenant compte d'un équilibre du rapport de forces. Les débats devront porter sur les causes profondes de la crise anglophone pouvant susciter une modification constitutionnelle voire la convocation d'un référendum sur la question anglophone et celle de l'alternance au pouvoir.

Faire intervenir les acteurs internationaux pour une médiation coordonnée au niveau international par le biais des Nations-Unies comme ce fut le cas en Libye et par l'Union africaine au niveau régional à travers le groupe de mise en œuvre de haut niveau comme ce fut le cas au Soudan.

Bibliographie

BENTLEY Bill « Clausewitz : guerre, stratégie et victoire – Réflexion sur l'article du brigadier-général Carignan », volume 17, numéro 2.

BENJAMIN. J, *Les Camerounais occidentaux : la minorité dans un Etat bicommunautaire*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972.

BERGHOF FOUNDATION, *Manuel de dialogue national. Guide à l'attention des praticiens*, Septembre 2017. BOUOPDA Pierre KAMÉ, *La crise anglophone au Cameroun*, l'Harmattan, 2018.

DIECKOFF Milena, *La médiation internationale dans la résolution des conflits : un regard théorique*, janvier 2011

FAGET Jacques, « Les métamorphoses du travail de paix : Etat des travaux sur la médiation dans les conflits violents », in *Revue française de science politique*, Vol. 58, N° 2, avril 2008, pp. 309-333.

Le Vine V.T., *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 1971.

Mbembe Achille, « Traditions de l'autoritarisme et problème de gouvernement en Afrique Sub-saharienne », in *Afrique et développement*, XVII (1), 1992, pp. 37-64.

Mbembe Achille, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat », in P. Geschiere et P. Konings, *Itinéraire d'accumulation Cameroun*, Paris, ASC-Karthala, 1993, pp. 345-375.

NDI Mbarga. V, *Ruptures et continuité au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 166-168.

PETRICH Cynthia, « Le conflit anglophone au Cameroun, un dialogue sans partenaire », in *Notes de l'Ifri*, octobre 2019.

Razafindrakoto Mireille, François ROUBAUD, « La crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques », in *Document de travail UMR DIAL*, Décembre 2018.

Secrétariat Général de l'ONU, *Directives des Nations Unies pour une médiation*, 2012. Les Directives pour une médiation efficace ont été publiées en annexe au rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits » (A/66/811, 25 juin 2012). Consulté le site www.peacemaker.un.org.

SINDJOUN Luc, « Cameroun : le système politique face aux enjeux de la transition démocratique (1990-1993) », in *Afrique politique*, 1994, Paris, Karthala, pp. 143-144.

Tchinda Kenfo Joseph « le ‘problème anglophone’ au Cameroun : la réponse par le processus participatif au développement territorial », in *note de recherche*, www.thinkingafrica.org, juillet 2017.

ZARTMAN William et Saadia TOUVAL, « International mediation: Conflict Resolution and Power Politics », in *Journal of Social Issues*, Vol. 41, N° 2, 1985, pp. 27-45.